

Saint-Laurent-du-Var,
Le 3 AVR. 2023

DEPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES
--
ARRONDISSEMENT DE GRASSE
--
CANTON DE
CAGNES-SUR-MER-2

ARRETE DU MAIRE

N°:

**OBJET : PLAGE COUSTEAU – INTERDICTION DE
LA BAIGNADE.**

Réf: SPORT/N°10/23

**LE MAIRE DE SAINT-LAURENT- DU-VAR,
Président délégué de la Métropole Nice Côte d'Azur
Conseiller Départemental des Alpes-Maritimes**

VU la Directive 2006/7/CE du Parlement Européen et du Conseil du 15 février 2006, concernant la gestion de la qualité des eaux de baignades et abrogeant la directive 76/160/CEE,

VU la loi n°86-2 du 3 Janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral et notamment ses articles 31 et 32,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-1 à L.2212-3 et L.2213-23,

VU le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L.1332-2 ; L.1332-4 et D.1332-30 à D.1332-32,

VU l'arrêté ministériel du 22 Septembre 2008 modifié par l'arrêté du 4 Octobre 2011 relatif à la fréquence d'échantillonnage et aux modalités d'évaluation de la qualité et de classement des eaux de baignade,

VU l'arrêté Préfectoral n°97-000161 du 24 avril 1997 réglementant l'organisation de la sécurité des plages, baignades et activités nautiques sur le littoral des Alpes-Maritimes,

VU l'arrêté Préfectoral n°146/2019 du 17 Juin 2019 réglementant la navigation, le mouillage des navires, la plongée sous-marine aux abords de l'aéroport de Nice Côte d'Azur,

VU l'arrêté municipal du 29 Août 2013 interdisant la baignade « jour et nuit » autour des filets de pêche dans un rayon de 25 mètres dans la bande des 300 mètres,

VU le courrier du préfet des Alpes-Maritimes en date du 15 Février 2023,

VU le profil de plage établi en 2011,

CONSIDERANT que les eaux de baignade de la plage Cousteau ont été classées comme étant de qualité « insuffisante » pendant 5 années consécutives,

CONSIDERANT qu'il appartient à la Commune de Saint-Laurent-du-Var, en sa qualité de personne responsable des eaux de baignade, d'interdire la baignade au droit de la plage Cousteau.

Tout recours contre le présent arrêté doit être formé auprès du Tribunal Administratif de Nice dans les deux mois à compter de la notification ou de l'affichage du présent arrêté. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire dans le même délai

AR Prefecture

006-210601233-20230413-INTBAIGCOUSTEAU-AR

Reçu le 14/04/2023

Publié le 14/04/2023

Saint-Laurent-du-Var le :

3 AVR. 2023

OBJET : PLAGE COUSTEAU – INTERDICTION DE LA BAIGNADE

ARRETE :

Article Premier : La plage Cousteau, telle que définie sur le plan de balisage, est interdite à la baignade, à compter du 02 Mai 2023 et ce, jusqu'à nouvel ordre.

Article deux : Cette décision est décidée au vu de la qualité insuffisante des eaux de baignade telle que retranscrite dans le courrier de la Préfecture transmis à Monsieur le Maire le 15 Février 2023.

Article trois : L'information et la communication vers les usagers se feront par tous les moyens appropriés à l'entrée de la plage ainsi qu'à proximité du littoral et sur tous les supports que la Mairie jugera bon de mettre en place.

Article quatre : Les infractions au présent arrêté exposent leurs auteurs aux poursuites et peines prévues par l'article R610-5 du code pénal.

Article cinq : L'ampliation du présent arrêté sera transmis à :

- à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes,
- à Monsieur le Préfet Maritimes de Méditerranées,
- à La Délégation Territoriale des Alpes-Maritimes de l'Agence Régionale de Santé,
- à Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la mer des Alpes-Maritimes,
- à Madame la Commissaire de Police nationale de Cagnes-sur-Mer,
- à Monsieur le Directeur du poste de Police Municipale,
- au Service du Tourisme de Saint-Laurent-du-Var,
- à Monsieur le Président de la S.A Yacht Club International,
- à Madame et Monsieur Directeur des établissements de bains,
- à Monsieur le Président de l'Association des pêcheurs Plaisanciers de Saint-Laurent-du-Var,
- à Madame la Présidente de l'A.G.A.S.C.,
- à Monsieur le Président du Club Var Mer,
- à la SNSM,
- aux Affaires Maritimes.

Article der :

- Monsieur le directeur général des services,
- Monsieur le chef de la police municipale,
- Monsieur le directeur des services techniques,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

FAIT A SAINT-LAURENT-DU-VAR : Les jour, mois et an que dessus.

**LE MAIRE DE SAINT-LAURENT- DU-VAR,
Président délégué de la Métropole Nice Côte d'Azur
Conseiller Départemental des Alpes-Maritimes**

Joseph SEGURA



Tout recours contre le présent arrêté doit être formé auprès du Tribunal Administratif de Nice dans les deux mois à compter de la notification ou de l'affichage du présent arrêté. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire dans le même délai